

Conditions Générales

Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat

de Belgacom E-Trust

Version 4.0

Article 1. Objet

1.1. Belgacom (ci-après « Belgacom E-Trust ») et l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles (ci-après "OFBB") offrent la possibilité de vérifier l'identité électronique d'un avocat (ci-après dénommé "le Client"), basée sur une technique de cryptographie asymétrique.

1.2. A cette fin, Belgacom E-Trust émet un certificat du type Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat, qui fournit un très haut niveau d'assurance quant à l'identité électronique personnelle et professionnelle dans le cadre ou à l'occasion de l'exercice de la profession d'avocat (ci-après dénommé le "Certificat"). Il s'agit d'un Certificat pour lequel la délivrance est conditionnée à la présentation personnelle du Client candidat titulaire à l'obtention du Certificat durant le processus d'enregistrement. Ce Certificat fournit un niveau très élevé de garantie pour assurer le lien entre l'identité personnelle, la Clé Publique, son usage autorisé et les informations relatives à la qualification professionnelle d'avocat du Client titulaire du Certificat.

1.3. Le Certificat est émis sous une Politique de Certificat (ci-après dénommé "CP") globale « **Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat** » qui reprend et identifie plusieurs Politiques de certificats suivant l'usage qu'il peut en être fait (signature digitale, ou chiffrement/authentification), suivant que la génération de la Paire de Clés a été faite par le Client titulaire du Certificat ou par Belgacom E-Trust, et suivant que la Clé Privée a été générée et ne peut être utilisée que dans un Dispositif Sécurisé de Création de Signature (ci-après dénommé "Secure Signature Creation Device" ou "SSCD") ou pas.

Il en découle deux grands types de Certificats. D'un côté, les **Certificats Qualifiés** dont l'usage est strictement réservé au support de la signature digitale qualifiée, conformément à la directive européenne 1999/93/EC et sa transposition dans la loi belge fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de Certification (cf. Loi du 9 juillet 2001).

De l'autre côté, les **Certificats Normalisés** dont l'usage est soit le chiffrement, soit l'authentification, soit la signature digitale normalisée (à l'exclusion donc des signatures qualifiées), soit une combinaison des usages précédents.

Ces Certificats sont compatibles avec et satisfont les exigences fournies dans les standards techniques respectivement ETSI 101 456 et ETSI 102 042..

Les Certificats émis en accord avec la présente Politique de Certificat globale « Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat » incluent deux identifiants de Politique de Certificat, comme spécifié dans le tableau 1 ci-dessous, qui peuvent être utilisés par les parties tierces afin de déterminer l'applicabilité et la fiabilité du Certificat en rapport à une application particulière.

Les identifiants pour les Politiques de Certificats Qualifiés ou Normalisés d'Avocat spécifiés dans le présent document sont repris dans le Tableau 1 ci-dessous.

Certificat Qualifié d'Avocat
pour la Signature Qualifiée uniquement

	Certificat Qualifié sans SSCD (OID ETSI 101 456): 0.4.0.1456.1.2 Génération des clés par le titulaire: 0.3.2062.9.6.1.15.2.4
Certificat Qualifié avec SSCD (OID ETSI 101 456): 0.4.0.1456.1.1 Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.15.3.4	Certificat Qualifié sans SSCD (OID ETSI 101 456): 0.4.0.1456.1.2 Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.15.4.4

Certificat Normalisé d'Avocat

	Certificat Normalisé sans SSCD (OID ETSI 102 042): 0.4.0.2042.1.1 et Génération des clés par le titulaire: 0.3.2062.9.6.1.15.6.4
Certificat Normalisé avec SSCD (OID ETSI 102 042): 0.4.0.2042.1.2 et Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.15.7.4	Certificat Normalisé sans SSCD (OID ETSI 102 042): 0.4.0.2042.1.1 et Génération des clés par le CSP: 0.3.2062.9.6.1.15.8.4

Tableau 1. Identification de la Politique de Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat

(CSP = Certification Service Provider)

1.4. Le Certificat ne garantit pas que :

- Les données signées à l'aide de la Clé Privée soient exemptes de vices, tels que, à titre non exhaustif, des virus, des bogues, des chevaux de Troies ou des bombes logiques. Le Client en assume toute la responsabilité.
- L'utilisation des données signées à l'aide de la Clé Privée, à titre non-exhaustif, n'ait pas pour conséquence une perte de données et ne puisse pas occasionner de dommage à, par exemple, un logiciel ou aux systèmes opératoires du tiers-utilisateur, ce dont le Client assume toute responsabilité.
- Les données signées à l'aide de la Clé Privée ne soient pas interceptées par un tiers.

Article 2. Demande du Certificat

2.1. Le Client désire acquérir un Certificat pour un usage professionnel. A cette fin, il remplit le bon de commande du type Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat, en vigueur au moment de la demande (ci-après dénommé « Bon de Commande »). Le Bon de Commande est disponible en ligne à l'adresse électronique suivante : <http://www.e-trust.be/CPS/Ofbb> .

2.2. En remplissant et en signant le Bon de Commande, le Client accepte explicitement les présentes Conditions Générales, ainsi que la "Certificate Policy for Lawyer's Qualified or Normalised Certificates" (ci-après la "CP") et le "Certification Practice Statement for Qualified or Normalised Certificates" (ci-après la "CPS"), tels que ces documents sont disponibles en ligne aux adresses électroniques suivantes : <http://www.e-trust.be/CPS/Ofbb>, <http://www.e-trust.be/CPS/ONcerts>, et dont le Client reconnaît avoir pris connaissance, lesquels documents formeront, avec le Bon de Commande, la convention des Parties (ci-après la "Convention").

2.3. Le Client se rend auprès d'une Autorité d'Enregistrement Locale (Local Registry Authority – LRA) mandatée par Belgacom E-Trust et par l'OFBB pour la délivrance des Certificats de type Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat¹, muni des documents suivants :

- Le Bon de Commande, dûment rempli et signé, ainsi que les présentes Conditions Générales paraphés et y annexées,
- Sa carte d'identité valide (ou de son passeport ou de tout document officiel équivalent), ainsi qu'une copie (recto/verso) de celle-ci. La copie doit être signée par le Client.
- L'accord signé, au moyen du formulaire type inclus dans le Bon de Commande, d'un associé lorsque la mention du nom de l'association doit apparaître dans le Certificat et la copie (recto/verso) de la carte d'identité valide de l'associé signataire, signée par celui-ci.
- La requête électronique de Certificat, le cas échéant.

Ces documents sont utilisés pour procéder à la validation de l'identité de l'avocat candidat titulaire et à la vérification des pièces fournissant la preuve de sa qualité d'avocat et des informations correspondantes devant être certifiées.

2.4. Le Client désirant renouveler son Certificat, le cas échéant modifier les données reprises au Certificat, en avertit Belgacom E-Trust immédiatement, qui prendra les mesures adéquates. La Convention est terminée d'office et sans donner droit à des dommages et intérêts, le jour de l'expiration du Certificat en vigueur à ce moment. Ensuite, le Client procédera à la demande d'un nouveau Certificat en remplissant un Bon de Commande et en parcourant toutes les démarches décrites dans la section G de la Politique de Certificat (Certificate Policy – CP) conformément à l'article 6.2 des présentes conditions générales.

¹ La liste des Autorités d'Enregistrement Locales agréées par Belgacom E-Trust et l'OFBB dans le cadre de l'émission de Certificats Qualifiés ou Normalisés d'Avocat figure à l'adresse suivante: <http://www.e-trust.be/CPS/Ofbb>.

Article 3. Emission du Certificat

3.1. Belgacom E-Trust n'acceptera le Bon de Commande rempli et signé par le Client qu'après vérification :

- des données à reprendre dans le Certificat ;
- de la possession par le Client de la Clé Privée faisant partie de la Paire de Clés dont la Clé Publique est inscrite dans la demande électronique du Certificat. La Paire de Clés est composée de la Clé Privée et la Clé Publique

3.2. En cas de non-acceptation du Bon de Commande rempli et signé par le Client, Belgacom E-Trust en avertira le Client dans les deux jours ouvrables à compter de la décision de non-acceptation.

3.3. En cas d'acceptation du Bon de Commande rempli et signé par le Client, Belgacom E-Trust émettra le Certificat dans les deux jours ouvrables à compter de la date de l'acceptation du Bon de Commande ; ce délai est ramené à quelques minutes lorsqu'il est fait usage correct du logiciel WebRAO par l'officier de la LRA auprès de laquelle le Client s'enregistre. Le délai indiqué pour l'émission du Certificat est purement indicatif et ne donne droit à aucune indemnisation. Dans le cas où Belgacom E-Trust ne respecterait pas ce délai, elle en avertira le Client et lui communiquera un nouveau délai pendant lequel elle fera tout son possible pour émettre le Certificat.

Article 4 . Installation

Le Client est personnellement et seul responsable de l'installation du Certificat.

Article 5. Application et durée de validité du Certificat

5.1. Le Certificat peut uniquement être utilisé par son titulaire dans le cadre ou à l'occasion de l'exercice de sa profession d'avocat.

5.2. La durée maximale de validité du Certificat est d'un an et ne peut être prolongée. Après expiration de ce délai et s'il le souhaite, le Client peut demander un nouveau Certificat.

Article 6. Droits et obligations du Client

6.1. Le Client a pris connaissance et accepte explicitement le Belgacom E-Trust Certification Practice Statement for Qualified or Normalised Certificates (ci-après « CPS ») et la Politique de certification pour les Certificats Qualifiés ou Normalisés d'Avocat (ou Certificate Policy, dénommée ci-après « CP »), dont les OIDs respectifs sont **0.3.2062.9.6.0.4** et **0.3.2062.9.6.1.15.0.4**. Le CPS et la CP sont disponibles sur les adresses Internet suivantes : <http://www.e-trust.be/CPS/QNcerts> et <http://www.e-trust.be/CPS/Ofbb>.

6.2. Le Client respectera strictement le CPS et la CP.

6.3. Le Client garantit soumettre une information précise, correcte et complète à Belgacom E-Trust en conformité avec le type de Certificat et la (les) CP reprise(s) en section B de la CP et en particulier en conformité avec les procédures d'enregistrement correspondantes. Le Client est responsable de l'exactitude des données transmises à Belgacom E-Trust.

6.4. Le Client n'utilisera sa Paire de Clés qu'en conformité avec toute limitation qui lui aura été notifiée soit dans le Certificat, soit via un accord contractuel. En particulier le Client n'utilisera sa paire de clé dont la Clé Publique est certifiée par un Certificat Qualifié de signature uniquement dans le cadre de la signature électronique et sa paire de clé dont la Clé Publique est certifiée par un Certificat Normalisé à des fins de chiffrement, d'authentification et/ou de signature normalisée.

6.5. Lorsque Belgacom E-Trust n'est pas responsable de la génération des clés, le Client est responsable de la génération de sa Paire de Clés et le fera conformément à la Politique de Certificat choisie parmi celles reprises en section B de la CP et en utilisant un algorithme et une longueur de clé reconnus comme satisfaisant aux exigences de la Politique de Certificat correspondante et en particulier,

- dans le cas d'un Certificat Qualifié : conformément aux exigences d'une signature électronique tel que définies dans la directive européenne 1999/93/EC et sa transposition dans la loi belge fixant certaines règles relatives au cadre juridique pour les signatures électroniques et les services de Certification (cf. Loi du 9 juillet 2001) et dans le document « Policy requirements for certification authorities issuing qualified certificates » ETSI TS 101 456.
- dans le cas d'un Certificat Normalisé : conformément aux exigences fournies dans le standard technique ETSI 102 042.

De plus, le Client garantit être le seul à posséder la Clé Privée associée à la Clé Publique devant être certifiée.

6.6. Le Client est personnellement et seul responsable de la confidentialité, l'intégrité et l'utilisation de sa Clé Privée. Cette obligation implique entre autres que le Client:

- utilise des systèmes fiables afin de protéger sa Clé Privée à tout moment,
- prenne des mesures nécessaires afin d'éviter la perte, la divulgation, la modification ou l'utilisation non-autorisée de la Clé Privée.

6.7. Si la CP applicable exige l'utilisation d'un Dispositif (Sécurisé) de Création de Signature (« SSCD »), la Paire de Clés sera générée via ce dispositif et le Certificat ne sera utilisé pour créer ces signatures que moyennant ce dispositif.

6.8. Le Client demandera à Belgacom E-Trust de suspendre ou révoquer son Certificat à chaque fois que cela est requis dans la CPS en vigueur (section 4.4), en particulier lorsque :

- La Clé Privée du Client a été perdue, volée ou potentiellement compromise ; ou
- Le Client a perdu le contrôle sur sa Clé Privée en raison d'une compromission des données d'activation de celle-ci (par exemple, code PIN) ou pour une autre raison ; et/ou
- Les données certifiées sont devenues inexactes ou ont changé.

Le Certificat du Client sera alors révoqué immédiatement. Les procédures de suspension et de révocation sont décrites en annexe des présentes Conditions Générales et dans la section J de la CP.

6.9. Le Client autorise explicitement Belgacom E-Trust à publier le Certificat, après émission, dans le Belgacom E-Trust Public Directory, auprès duquel tout tiers peut librement consulter et obtenir copie du Certificat, ce que le Client accepte.

6.10. Le Client peut à tout moment demander à Belgacom E-Trust de suspendre ou de révoquer le Certificat ou d'en lever la suspension dans le cas d'une suspension préalable. La révocation d'un Certificat est irréversible. Belgacom E-Trust met à disposition du client le formulaire de (1) suspension ou (2) réhabilitation après suspension ou (3) révocation du Certificat, fourni en annexe des présentes Conditions Générales.

6.11. L'avocat titulaire du Certificat doit informer Belgacom E-Trust de toute modification dans les informations non présentes dans le Certificat, mais ayant été transmises à Belgacom E-Trust lors de l'enregistrement. Belgacom E-Trust rectifiera les informations enregistrées.

6.12. Le Certificat est réputé accepté par le Client dès la survenance du premier des événements suivants, soit le 7^{ième} jour après sa publication sur le Registre Public de Certificat (Certificate Public Registry) de Belgacom E-Trust, soit au moment de la première utilisation par le Client. Pendant la période susmentionnée, le Client est responsable de la vérification de l'exactitude du contenu de son Certificat publié. Si le Client remarque une incohérence entre les informations de l'accord contractuel et le contenu de son Certificat, il doit en informer Belgacom E-Trust sans délai. Belgacom E-Trust révoquera alors le Certificat et prendra les mesures appropriées pour ré-émettre un Certificat. Ceci constitue le seul recours du Client concernant la non-acceptation du Certificat.

6.13 Le Client accepte la conservation pour une période de 30 ans par Belgacom E-Trust et l'OFBB, en sa qualité de LRA, de toute information utilisée pour l'enregistrement, pour la fourniture éventuelle d'un dispositif de création de signature, pour procéder à une suspension ou révocation du Certificat et la transmission de cette information à des tierces parties sous les mêmes conditions que requises dans le présent document dans le cas d'une cessation des activités de Belgacom E-Trust.

6.14. Le Client accepte les droits, obligations et responsabilités de Belgacom E-Trust. Ils sont décrits dans la CPS en vigueur, le Bon de Commande, les présentes Conditions Générales et la CP.

Article 6bis. Droits et obligations de l'association à laquelle appartient le Client

6bis.1 Dans le cas de l'enregistrement d'un collaborateur (le Client) avec mention du nom de l'association à laquelle il ressortit, l'association, représentée par un associé, approuve l'enregistrement du Client titulaire du Certificat dans le cadre de la délivrance du Certificat par Belgacom E-Trust.

L'association approuve:

- La CPS en vigueur éditée par Belgacom E-Trust et décrivant les pratiques utilisées pour fournir les certificats digitaux de Belgacom E-Trust.
- La CP.

En particulier, l'association accepte ce qui suit:

- La Convention est régie par le droit belge
- L'association certifie que le Client titulaire du Certificat est l'un de ses collaborateurs.
- Dans certains cas décrits dans la CPS en vigueur (section 4.4), Belgacom E-Trust a le droit de révoquer / suspendre le Certificat (moyennant le fait que Belgacom E-Trust avertisse et informe le Client et l'association par des voies appropriées).
- L'association demandera à Belgacom E-Trust de suspendre ou révoquer le Certificat à chaque fois que cela est requis dans la CP et la CPS en vigueur (section 4.4). Les procédures de suspension et de révocation sont décrites en annexe du présent document et dans la section J de la CP.
- L'association accepte les droits, obligations et responsabilités de Belgacom E-Trust. Ils sont décrits dans la CPS en vigueur, le Bon de Commande et les présentes Conditions Générales relatifs à l'obtention du Certificat, et la CP (section D1).

Article 7. Droits et obligations de l'Ordre français des avocats du barreau de Bruxelles

7.1. Les obligations de l'OFBB sont reprises en section D.3 du CP.

Article 8. Droits et obligations des Tiers

8.1. Les tiers qui se basent sur les certificats émis selon la CP :

- Vérifient la validité du Certificat en vérifiant le contenu et la signature du prestataire de services de certification Belgacom E-Trust sur le Certificat et le cas échéant la chaîne de certification associée, l'état de suspension ou de révocation éventuelle du Certificat, du Certificat de Belgacom E-Trust ayant émis le Certificat ou d'un Certificat de la chaîne de certification qui y est éventuellement associée, en se référant aux CRLs de Belgacom E-Trust (voir www.e-trust.be/en/X500).
- Tiennent compte de toutes les limitations sur l'usage du Certificat décrites dans le Certificat, les documents contractuels et la CP.
- Prennent toutes autres précautions prescrites dans la CP ou ailleurs quant à l'usage du Certificat

Article 9. Droits et obligations de Belgacom E-Trust

9.1. Belgacom E-Trust a le droit de suspendre et de révoquer le Certificat du Client ou d'en lever la suspension dans les situations décrites dans le CPS, la CP ainsi que dans les présentes Conditions Générales, ce moyennant le respect des conditions et procédures décrites dans la CPS.

Les LRA, en ce compris celle ayant traité la demande du Client, sont également autorisées à demander - voire sont tenues de demander - la suspension ou la révocation du Certificat dans les cas visés ci-dessus.

9.2. Après émission, Belgacom E-Trust publie le Certificat dans le Registre Public de Certificats de Belgacom E-Trust.

9.3. Lors de la suspension ou révocation du Certificat, Belgacom E-Trust mentionnera le Certificat (via son numéro de série) ainsi que, le cas échéant, la raison de la suspension ou de la révocation, dans la Belgacom E-Trust Certificate Revocation List (CRL). Lorsque la suspension du Certificat est levée, la mention du Certificat est barrée de la CRL. La CRL peut être consultée en ligne à l'adresse électronique suivant : <http://www.e-trust.be/en/x500>. Belgacom E-Trust adaptera la CRL à chaque fois que le statut d'un Certificat (à savoir la suspension, révocation ou levée de la suspension) est modifié.

9.4. Belgacom E-Trust fournira ses meilleurs efforts et prendra les mesures nécessaires afin que le Registre Public de Certificats de Belgacom E-Trust et la CRL puissent être consultés par quiconque à tout moment.

9.5. Au plus tard un mois avant l'échéance du terme de validité du Certificat, Belgacom E-Trust informera le Client du fait que l'expiration du Certificat est proche. Par défaut, cet avertissement se fera par e-mail et contiendra au moins la date de l'expiration de la validité du Certificat.

Article 10 . Garanties

10.1. Belgacom E-Trust

10.1.1. Belgacom E-Trust garantit uniquement

- l'exactitude des données mentionnées dans le Certificat au moment de l'émission du Certificat ;
- le respect strict des procédures pertinentes mentionnées dans les CPS et CP lors de l'émission du Certificat.

10.1.2. Les garanties mentionnées dans les présents articles sont les seules garanties offertes par Belgacom E-Trust dans le cadre de la Convention.

10.2. Le Client

10.2.1. Le Client garantit que toutes les données communiquées par lui dans le Bon de Commande sont correctes.

10.2.2. Dans le cas où Belgacom E-Trust ne serait pas responsable de la génération de la Paire de Clés, le Client garantit que lorsqu'il remplit le Bon de Commande, sa Clé Publique n'a pas encore fait l'objet d'un Certificat, de quelque type que ce soit (émis par Belgacom E-Trust ou une autre autorité de certification) ou d'une autre demande de Certificat (auprès de Belgacom E-Trust ou d'une autre autorité de certification).

10.2.3. Le Client garantit qu'à partir du moment où il a rempli le Bon de Commande et sous réserve que sa demande soit acceptée, la Clé Publique ne fera pas l'objet d'une nouvelle demande de Certificat (auprès de Belgacom E-Trust ou d'une autre autorité de certification) pendant la durée de la Convention.

10.2.4. Le Client garantira Belgacom E-Trust et toute Autorité d'Enregistrement Locale de tout cas d'action, réclamation ou plainte émanant d'une partie ou d'un tiers quelconque à raison d'un dommage ou d'une perte subis suite à l'utilisation du ou à la confiance accordée en un Certificat, dans les cas où:

- le Client a omis de communiquer des données correctes à Belgacom E-Trust ou
- le Client a induit Belgacom E-Trust en erreur ou
- le Client a omis de protéger sa Clé Privée d'une façon fiable (« selon l'état de la technique, en utilisant des systèmes fiables pour protéger la clé »).

Article 11 . Responsabilité

11.1. La responsabilité de Belgacom E-Trust ainsi que de toute Autorité d'Enregistrement Locale, et les limitations y afférentes sont celles reprises aux articles 2.2. et 2.3 du CPS.

11.2. Sans préjudice de l'article 9.1 ci-dessus, Belgacom E-Trust et toute Autorité d'Enregistrement Locale ne peuvent être tenue responsable par le Client ou un tiers

- de l'utilisation du Certificat par le Client ou par un tiers ; ou des conséquences de cette utilisation ou
- des actes posés par le Client ou par un tiers sur la base du Certificat, et leurs conséquences.

Article 12 . Contrôle du contenu du Certificat

12.1. Le Certificat est réputé accepté par le Client dès la survenance du premier des événements suivants soit le 7^{ième} jour après sa publication sur le Registre public de Certificat (Certificate Public Registry) de Belgacom E-Trust soit au moment de la première utilisation par le Client. Pendant la période sus-mentionnée, le Client est responsable de la vérification de l'exactitude du contenu de son Certificat publié. Si le Client remarque une incohérence entre les informations de l'accord contractuel et le contenu de son Certificat, il doit en informer Belgacom E-Trust sans délai. Belgacom E-Trust révoquera alors le Certificat et prendra les mesures appropriées pour ré-émettre un Certificat. Ceci constitue le seul recours concernant la non-acceptation du Certificat.

Article 13 . Prix et facturation

13.1 En principe, Belgacom E-Trust envoie une facture à chaque fois qu'elle reçoit et traite un Bon de Commande et émet un Certificat. La facture, créée sur base du Bon de Commande, est envoyée dans les deux mois après l'émission du Certificat.

13.2 Le prix de l'émission du Certificat est celui en vigueur au moment de la demande du Certificat, tel que repris sur le Bon de Commande rempli et signé par le Client et accepté par Belgacom E-Trust.

13.3 Sauf accord écrit de Belgacom E-Trust, la facture doit être payée dans les trente jours calendrier à compter de la date de facturation. L'expiration de ce délai de paiement met le Client en demeure d'office et sans qu'une mise en demeure écrite ne soit nécessaire. Dès l'expiration du délai de paiement, des intérêts moratoires sont dus. Ils seront calculés sur la base du taux légal augmenté de 5% avec un minimum de 12% l'an.

13.4 Belgacom E-Trust se réserve le droit de modifier le prix d'émission du

VALIDITY : 06/02/2003-19/12/2003

Certificat pendant la durée de validité du Certificat. En cas de diminution du prix pendant la durée de la Convention, Belgacom E-Trust appliquera immédiatement le nouveau prix valable au moment de la facturation. En cas d'augmentation du prix, l'ancien prix reste d'application pour la durée de la Convention.

Article 14. Protection de la vie privée

14.1 Lors de la demande d'un Certificat, le Client communique des données personnelles (par écrit, oralement, etc....).

14.2 Ces données qui sont communiquées à Belgacom E-Trust et à l'Autorité d'Enregistrement Locale par le Client sont enregistrées dans les bases de données de Belgacom E-Trust (Boulevard du Roi Albert II 27, 1030 Bruxelles) et de l'Autorité d'Enregistrement Locale. Les données seront utilisées par Belgacom E-Trust uniquement afin de fournir les services de certification de Belgacom E-Trust (notamment l'émission et la gestion de certificats). Des informations supplémentaires peuvent être obtenues auprès du registre public de la Commission de la Protection de la Vie Privée – Bd. de Waterloo 115 à 1000 Bruxelles).

14.3 Si le Client est une personne physique, il peut, sous condition de prouver son identité conformément à la loi du 8 décembre 1992 sur la protection de la vie privée en matière de traitement de données personnelles, obtenir de Belgacom E-Trust la communication gratuite des données personnelles lui afférentes ainsi que, le cas échéant, la correction des données incorrectes, incomplètes ou impertinentes, et également de formuler des objections à leur traitement ultérieur et de s'opposer, gratuitement et à tout moment, à leur utilisation à des fins de marketing direct moyennant une demande datée et signée adressée au Belgacom Privacy Service (département juridique), Boulevard du Roi Albert II, 27 à 1030 Bruxelles. Le Client peut également, à tout moment et sans frais, s'opposer au traitement de ses données à des fins de démarchage direct.

Article 15 . Problèmes techniques et plaintes

En cas de problèmes techniques ayant trait au Certificat et en cas de plaintes ayant trait aux services fournis dans le cadre de la présente Convention, le Client peut prendre contact avec le helpdesk de Belgacom E-Trust (numéro de téléphone 0800 33 150, numéro de fax 0800 933 16 et e-mail : info@e-trust.be).

Article 16 . Durée et fin

16.1 Le Bon de Commande accepté par Belgacom E-Trust, les présentes Conditions Générales, la CP et le CPS constituent la Convention conclue entre le Client et Belgacom E-Trust.

En cas de contradiction, l'ordre de priorité est le suivant

- les Conditions Générales prévalent sur la CP et le CPS, et
- la CP prévaut sur le CPS.

16.2 La Convention entre en vigueur le jour de l'acceptation par Belgacom E-Trust du Bon de Commande rempli et signé par le Client et prend fin à la date d'échéance du Certificat.

16.3 La Convention prend fin d'office lors de la révocation ou de l'expiration du Certificat, quel qu'en soit le motif.

16.4 Modalités de résiliation

En cas de faute ou de non-respect de la Convention par le Client ou par Belgacom E-Trust, la partie lésée mettra l'autre partie en demeure par lettre recommandée. Si la partie mise en demeure reste en défaut de remédier à sa défaillance dans un délai de quatorze jours calendrier à compter de la date d'envoi de la lettre recommandée, la partie lésée a le droit de mettre fin à la Convention, ce sans préjudice de la réclamation de dommages et intérêts.

16.5 Situation des parties à la fin de la Convention

16.5.1 A la fin de la Convention, pour quelque motif que se soit, le Client cessera immédiatement toute utilisation du Certificat.

16.5.2 Lorsque la durée de validité du Certificat n'est pas encore expirée lors de la fin de la Convention, pour quelque motif que ce soit, Belgacom E-Trust révoquera le Certificat, ce d'office et sans préavis ni indemnité à raison d'une telle révocation.

16.5.3 Toute résiliation ou expiration de la Convention, pour quelque motif que ce soit, s'opère sans préjudice des droits et obligations mutuels des parties découlant de la Convention et destinés à survivre la fin de celle-ci.

Article 17. Dispositions Générales

17.1 Toute notification entre le Client et Belgacom E-Trust est faite valablement aux adresses figurant sur le Bon de Commande, sauf en cas de communication d'un changement d'adresse par une des parties par lettre recommandée, fax ou e-mail signé. Les parties conviennent qu'une notification peut également se faire par e-mail. Sauf stipulation contraire explicite, les parties conviennent que toute communication par e-mail valablement signé ayant lieu entre eux aura la même valeur qu'une correspondance écrite et signée.

17.2 Les informations au sujet de communications, la Convention et les paiements, enregistrées par Belgacom E-Trust ou la LRA sur un support durable, auront une force probante équivalente aux originaux jusqu'à preuve du contraire.

17.3 Lorsqu'une disposition de la Convention est déclarée nulle ou inapplicable, ladite disposition sera censée ne jamais avoir été écrite et les autres dispositions de la Convention resteront d'application. Le Client et Belgacom E-Trust s'engagent à mettre tout en œuvre afin de remplacer la disposition déclarée nulle ou inapplicable par une disposition se rapprochant le mieux de la finalité économique de la disposition déclarée nulle ou inapplicable.

17.4 La non-exécution par Belgacom E-Trust ou par le Client de leurs droits n'impliquera aucunement une renonciation à ces droits.

17.5 La Convention est la seule et unique énumération des obligations de Belgacom E-Trust et du Client. Elle remplace et annule toutes autres obligations, conventions, négociations et propositions antérieures ayant le même objet.

17.6 Force majeure

17.6.1 Les parties ne peuvent être tenues responsables de délais ou manquements dans l'exécution de la Convention lorsque ces derniers sont (i) la conséquence des faits ou circonstances raisonnablement indépendants de la volonté d'une des parties, (ii) imprévisibles et (iii) inévitables.

17.6.2 Lorsqu'une partie invoque de tels faits ou circonstances, elle mettra tout en œuvre afin d'éviter de tels cas de force majeure, ainsi que d'en limiter la durée dans toute la mesure du possible et en informera l'autre partie immédiatement par écrit. Elle informera également l'autre partie de la fin de ces faits ou circonstances.

17.7 Cession

17.7.1 Belgacom E-Trust peut à tout moment céder tout ou partie de ses droits et obligations découlant de la Convention à une de ses filiales ou société apparentée et ce à titre libératoire en ce qui la concerne et sans l'accord du Client.

17.7.2 Le Client ne peut céder la totalité ou une partie de ses droits ou obligations

découlant de la Convention sans accord préalable et écrit de Belgacom E-Trust.

17.8 Modification des Conditions Générales

Belgacom E-Trust a le droit de modifier les dispositions des présentes Conditions Générales. Belgacom E-Trust en informera le Client au préalable par un avertissement sur sa page Web (<http://www.e-trust.be/CPS/Ofbb>) ou par e-mail. Lorsque le Client n'accepte pas les modifications, il dispose d'un délai de quatorze jours calendrier, à partir du jour de l'envoi de l'e-mail d'avertissement, pour résilier la Convention. Lorsque le Client ne résilie pas la Convention, il est censé avoir accepté les modifications.

17.9 Confidentialité

Les parties s'engagent à ne pas divulguer les données confidentielles résultant de la conclusion de l'exécution ou de l'expiration de la Convention et ne les utiliseront que dans le cadre de l'exécution de la Convention. Les parties considèrent comme confidentielles toutes les données ayant trait au Client, à Belgacom E-Trust ou au contenu de la Convention. Toute partie demeure propriétaire des données confidentielles communiquées à l'autre partie. La présente obligation de confidentialité est valable pendant toute la durée de la Convention ainsi que pour un terme de trois ans suivant l'expiration de celle-ci, ce pour quelque cause que ce soit.

Article 18. Règlement de conflits

18.1 Belgacom E-Trust et le Client s'engagent à tout mettre en œuvre afin de trouver un règlement à l'amiable pour tout conflit relatif à la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention. A défaut d'un règlement à l'amiable, tout différend afférent à la Convention ressortira exclusivement aux cours et tribunaux comprenant la ville de Bruxelles dans leur ressort.

Nonobstant l'alinéa précédent, toute demande relative à la suspension ou à la révocation du certificat ou à une demande usant une telle suspension ou révocation, qui serait fondée sur la contestation des motifs invoqués alors que ces motifs seraient couverts, dans le chef d'une LRA quelconque, par le secret professionnel, sera soumis à l'arbitrage d'un arbitre suivant les règles du CEPANI étant expressément convenu que la LRA concernée agira au nom et pour compte de Belgacom E-Trust dans le cadre d'une telle procédure arbitrale.

18.2 La Convention est soumise au droit belge.

VALIDITY : 06/02/2003-19/12/2003


Formulaire de demande de suspension / réhabilitation après suspension / révocation d'un Certificat Qualifié ou Normalisé d'Avocat

du Certificat digital de type :

<input type="radio"/> Certificat Qualifié E-Trust		<input type="radio"/> Certificat Normalisé E-Trust	
Nom du demandeur		Prénom du demandeur	
Société			
Rue et numéro			
Code	Localité	Numéro de TVA	
Téléphone	Téléfax	E-mail	

postule à la ☐ Suspension ☐ Réhabilitation après suspension ☐ Révocation
pour la(les) raison(s) suivante(s) (sauf si couvert par le secret professionnel):

délivré à	Nom du titulaire:	Prénom(s):
	Association:	
	Numéro de série du certificat:	
	Numéro du contrat:	

Mot de passe de suspension / révocation:

Le demandeur est ☐ Le titulaire du Certificat ☐ Un associé de l'association
 ☐ Le délégué mandaté d'un associé de l'association
 ☐ Autre (préciser):

Date

Signature:

Visa LRAO :	Nom :	Signature :	
	Date :		

Pour procéder à une **suspension**:

Téléphonez au **078-15-24-70** pour communiquer les informations requises dans le formulaire de suspension / réhabilitation / révocation en annexe de la CP ou envoyez ce formulaire dûment rempli par fax au numéro **02/203.92.25** ou par courrier postal à Belgacom E-Trust Certification Services, bd du Roi Albert II, 27, B-1030 Bruxelles.

Pour procéder à une **révocation** ou à une **réhabilitation après suspension**: **1.** Téléphonez au **078-15-24-70** pour communiquer les informations reprises dans le formulaire de révocation ci-joint, **OU** envoyez ce formulaire par e-mail à l'adresse srao@e-trust.be, **OU** envoyez ce formulaire dûment rempli par fax au numéro **02/203.92.25** ou par courrier postal à Belgacom E-Trust Certification Services, bd du Roi Albert II, 27, B-1030 Bruxelles **ET 2.** Prenez rendez-vous avec une Autorité d'Enregistrement Locale agréée par Belgacom E-Trust pour la délivrance des certificats qualifiés d'avocat² et présentez-vous avec le présent formulaire dûment rempli et la copie (recto/verso) signée de

² La liste des Autorités d'Enregistrement Locales agréées par Belgacom E-Trust est disponible sur le site web de Belgacom E-Trust <http://www.e-trust.be/CPS/Ofbb>

VALIDITY : 06/02/2003-19/12/2003

votre carte d'identité.

OUTDATED